

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2024-04-08-00005

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société SAFETY KLEEN FRANCE pour les
installations qu'elle exploite à Coignièrès (78310)
20 rue des Osiers



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
mettant en demeure la SOCIÉTÉ SAFETY KLEEN FRANCE
pour les installations de COIGNIÈRES (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le règlement européen du 10 août 2018 ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu le récépissé préfectoral en date du 5 septembre 1988 prenant acte de la déclaration de la société SAFETY KLEEN FRANCE relative à l'exploitation d'un dépôt de liquides inflammables sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 1996 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE dont le siège est situé 65 avenue Jean Mermoz à La Courneuve (93126) des prescriptions spéciales suite à une pollution du sol et de la nappe superficielle par du white-spirit relative aux installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20, rue des Osiers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 avril 2001 autorisant la société SAFETY KLEEN FRANCE à exploiter une installation de transit de déchets industriels à hauteur de 1 500 tonnes par an au titre de la rubrique n°167-a ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires concernant la demande d'extension du kit de conditionnement des solvants usagés et la mise en place d'une citerne verticale destinée au stockage des produits de lessiviels usagés pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais - 20 rue des Osiers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2008 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires modifiant les prescriptions de l'article 3.III.1.5 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais - 20 rue des Osiers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2011 actualisant le classement des installations exploitées par la société SAFETY KLEEN FRANCE sur son site de Coignières (78310) ZA des Marais - 20 rue des Osiers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2015 imposant à la société SAFETY KLEEN FRANCE des prescriptions complémentaires pour le site qu'elle exploite sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

Vu le dossier de réexamen transmis par la société SAFETY KLEEN FRANCE le 18 octobre 2019 concernant son positionnement par rapport à la directive IED ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 février 2024 faisant suite à l'inspection du site exploité par la société SAFETY KLEEN FRANCE du 1^{er} février 2024 réalisée dans le cadre de l'action coup de poing « sanctions » qui vise à contrôler sur le terrain le retour à la conformité des installations classées pour la protection de l'environnement ayant fait l'objet d'une mise en demeure ou d'une sanction à la suite d'une précédente visite d'inspection ;

Vu le courrier recommandé en date du 5 mars 2024 transmettant à l'exploitant le rapport sus-visé ainsi que le projet d'arrêté le mettant en demeure pour observations éventuelles ;

Considérant que la société n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été notifié le 14 mars 2024 ;

Considérant que lors de l'inspection du 1^{er} février 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société SAFETY KLEEN FRANCE n'a pas mis en place de système de management environnemental (SME) conforme aux dispositions du BREF WT (Document de Référence sur les Meilleures T) pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

Considérant que lors de l'inspection du 1^{er} février 2024, l'inspection des installations classées a constaté que certains Grands Réservoirs Vrac (GRV) contenant des substances dangereuses d'après leur étiquetage sont stockés en extérieur sans rétention par la société SAFETY KLEEN FRANCE sur le site qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers ;

Considérant que lors de l'inspection du 1^{er} février 2024, la société SAFETY KLEEN FRANCE a présenté à l'inspection des installations classées le rapport de surveillance des eaux souterraines du 24 août 2023 pour la campagne de surveillance de juin 2023 réalisé par la société DI Environnement qui révèle que :

- un ensablement de l'ensemble des ouvrages, exceptés P14ter,
- la purge des ouvrages n'est pas réalisée avant prélèvement en raison d'une « très mauvaise réalimentation générale du réseau piézométrique »,
- le bureau d'études recommande une remise en état du réseau piézométrique notamment pour l'ouvrage P11 (décolmatage voire création d'un nouvel ouvrage),
- ces remarques étaient déjà formulées dans les précédents rapports, sans que la société SAFETY KLEEN n'ait procédé à des actions correctives.

Considérant que lors de l'inspection du 1^{er} février 2024 du site exploité par la société SAFETY KLEEN FRANCE sur la commune de Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers, l'inspection des installations classées a constaté que la vanne de sectionnement du réseau de collecte des eaux pluviales est actionnable manuellement mais pas depuis un poste de commande, l'absence d'affichage de ses consignes de fonctionnement mais l'inspection émet aussi un doute sur sa bonne étanchéité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers, de respecter la meilleure technique disponible référencée MTD1 du Règlement européen du 10 août 2018 en mettant en œuvre un Système de Management Environnemental dans **un délai de 6 mois**.

Article 2 : La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers, de respecter les dispositions de l'article 3.1.7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 susvisé **dans un délai de 2 mois**, en plaçant l'ensemble des contenants de substances dangereuses sur rétention.

L'exploitant en apportera les justificatifs à l'inspection des installations classées **au plus tard 15 jours** suivant la mise en place des dispositifs de rétention.

Article 3 : La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers, de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2015 susvisé, en établissant les procédures et compte-rendus susmentionnés et en remettant en état le réseau piézométrique **dans un délai de 4 mois**;

Article 4 : La société SAFETY KLEEN FRANCE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Coignières (78310) ZA des Marais – 20 rue des Osiers, de respecter les dispositions de l'article 3.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2001 susvisé en constituant des classeurs de situations d'urgence **sous un délai de 1 mois**, ainsi qu'en vérifiant la bonne étanchéité du système d'obturation des eaux pluviales **sous un délai de 4 mois**.

Article 5 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 4 dans les délais prévus à ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 7 : Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

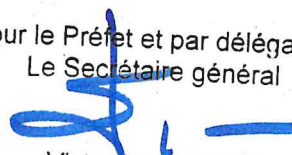
Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
 - au sous-préfet de Rambouillet,
 - au maire de Coignières,
 - à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **10 8 AVR. 2024**,

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



Victor DEVOUGE